

sur le front occidental; il avait insisté sur la nécessité de faire tous les efforts possibles pour maintenir les troupes en campagne à leur effectif complet, pour augmenter la production des denrées alimentaires et celle des munitions de guerre.

Un Arrêté-en-Conseil fut passé, accordant les pouvoirs les plus larges au sujet des cas d'exemption, puis le 20 avril tous les jeunes gens âgés de 20 à 23 ans furent appelés sous les drapeaux. Par l'effet de la loi du Service Militaire, des renforts importants furent immédiatement envoyés aux bataillons de réserve stationnés en Angleterre, leur permettant de maintenir le corps canadien au complet, d'augmenter de cent hommes tous les bataillons d'infanterie et de constituer plusieurs bataillons du génie, compagnies d'ouvriers et de forestiers et d'autres unités, augmentant ainsi le nombre des troupes en campagne d'environ 19,000 hommes de tous rangs. Nonobstant les lourdes pertes subies dans les opérations subséquentes, les unités engagées furent constamment complétées et maintenues près de leur maximum. A la conclusion de l'armistice, les troupes canadiennes envoyées outre-mer s'élevaient à 418,052 hommes de tous rangs. Jusqu'au 31 décembre, les pertes en tués et blessés s'élevaient à 9,989 officiers et 204,397 sous-officiers et soldats, outre 3,575 prisonniers de guerre; à la même date, il s'était produit 2,221 décès parmi les troupes demeurées au Canada. Jusqu'au 15 novembre 1918, 595,441 canadiens avaient répondu à l'appel de leur pays. Plus de 350,000 hommes, femmes et enfants, étaient employés dans les usines de munitions du Canada; les souscriptions aux œuvres de guerre et aux Fonds Patriotiques dépassaient \$90,000,000, c'est-à-dire plus de \$11 par tête de la population. La résistance à la loi du Service Militaire suscita des troubles dans la cité de Québec, qui coûtèrent la vie à quelques personnes; ces troubles furent promptement supprimés. Le premier ministre de la province et le leader de l'opposition au gouvernement fédéral réprouvèrent énergiquement toute opposition inconstitutionnelle à cette mesure; leurs sages conseils produisirent bientôt d'heureux effets.

En juin, le Cabinet Impérial de guerre et une Conférence Impériale de guerre se réunirent à Londres; le premier ministre du Canada et deux membres de son cabinet prirent part à leurs délibérations.

En Australie, le plébiscite donna la majorité aux adversaires du principe du Service Militaire obligatoire. Le gouvernement de M. Hughes démissionna, mais comme il devint immédiatement évident qu'aucun autre homme politique ne pouvait réussir à gouverner, il fut appelé à former un nouveau cabinet; il y réussit et bientôt fut soutenu par une majorité décisive. En avril, une conférence ayant pour but le recrutement fut convoquée; le gouverneur général la présida et de nombreux représentants du parti ouvrier y assistèrent. Les succès de l'offensive allemande en France déterminèrent une vigoureuse campagne de recrutement dont les effets furent fructueux, si bien que les troupes australiennes en campagne n'eurent pas à souffrir du manque de renforts. L'Australie fut représentée à la Conférence Impériale de Guerre par M. Hughes et sir Joseph Cook; ce dernier resta en Angleterre pour y représenter l'Australie.